

Les indicateurs de revenu de l'agriculture prévisionnels pour 2012

Un revenu moyen historiquement élevé, mais très contrasté

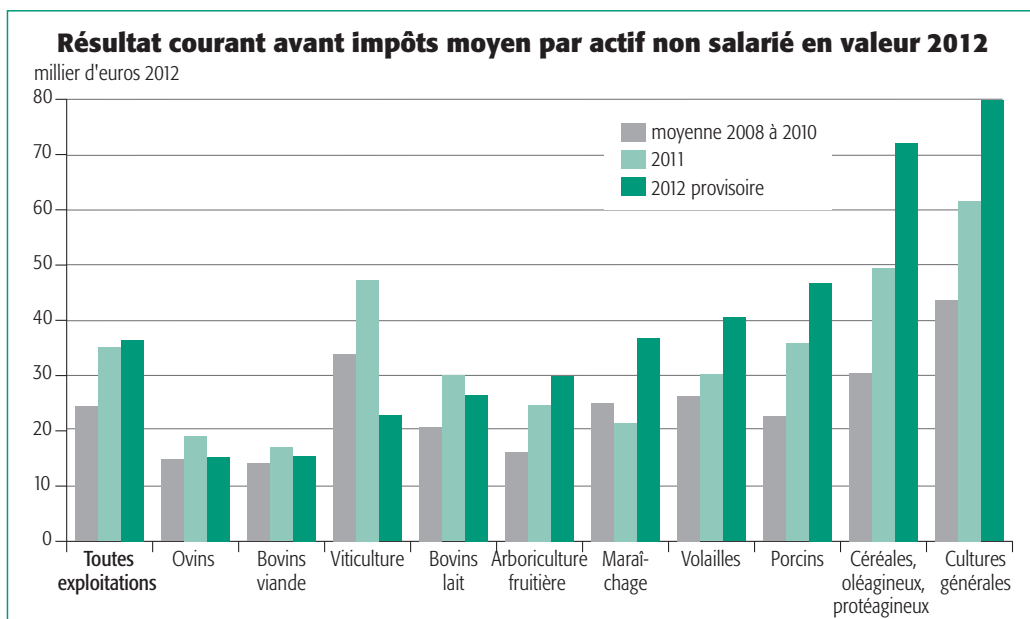
Après trois années consécutives de progression, le revenu agricole moyen s'élèverait à 36 500 euros par actif en 2012, tiré par le résultat exceptionnellement élevé des exploitations de grandes cultures. La bonne conjoncture des prix de la plupart des produits permet de compenser le recul des volumes et la hausse des coûts de production, sauf pour les élevages d'herbivores.

Après le net redressement intervenu en 2010, le résultat courant avant impôts (RCAI) par actif non salarié des moyennes et grandes exploitations est en progression en 2011 et en 2012 (respectivement + 10 % et + 4 % en euros constants). En 2012, calculé en moyenne sur les trois dernières années, le revenu atteindrait son niveau historiquement le plus élevé. L'année 2012 est marquée par une nouvelle poussée des cours internationaux des matières premières agricoles qui a des incidences sur les prix français

des céréales, des oléagineux, des protéagineux et en contrepartie de l'alimentation animale. En outre, les conditions climatiques de 2012 (gel, intempéries du printemps) ont eu un impact sur les volumes et les prix de nombreuses productions végétales. Les exploitations tournées vers ces productions ont bénéficié de prix en hausse qui ont plus que compensé les baisses des volumes produits. Les coûts de production des productions végétales sont restés modérés, la forte baisse des achats d'engrais compensant la croissance des prix. Dans le secteur de l'élevage d'herbivores, malgré l'évolution favorable des prix des animaux, la hausse du coût de l'alimentation animale, quoique plus modérée qu'en 2011, pèse sur le revenu. La situation est plus favorable pour les élevages hors sol, où la hausse des charges n'a pas entraîné de recul du revenu.

Une année hors norme pour les céréaliers

En 2012, le résultat courant avant impôts des exploitations de grandes cultures dépasserait son précédent pic historique de 2007. En nette hausse depuis 2010, il augmenterait presque de moitié dans les fermes spécialisées en céréales, oléagineux et protéagineux. Après les >



Source : SSP - Agreste - Rica et indicateurs de revenu par catégorie d'exploitations

➤ craintes liées au gel, la météo printanière a permis une augmentation des moissons de céréales à paille (blé, orge, avoine...). Par contre, les soles de protéagineux et d'oléagineux s'amenuisent et la récolte baisse. La réduction annoncée des disponibilités mondiales provoque des tensions sur le marché. Il s'ensuit une hausse moyenne des prix des céréales de 18 % et de 12 % des oléagineux. Les protéagineux, substitués possibles des céréales en alimentation animale, sont donc plus recherchés et leurs prix sont également en hausse. Autre élément favorable pour le revenu : l'évolution modérée des coûts de production. Les dépenses en produits pétroliers augmentent. Mais les achats d'engrais reculent légèrement, la baisse des volumes compensant la hausse des prix.

Vendanges au plus bas, prix en hausse pour les fruits et les légumes

Le gel du printemps 2012 a affecté les vergers. La plupart des productions fruitières sont

en net recul par rapport à 2011. Les pertes de cerises, pommes et poires sont particulièrement importantes. La faiblesse de la récolte a entraîné une forte hausse des prix qui compense les dépenses accrues en produits de protection des cultures. Mais la situation du revenu des arboriculteurs fruitiers sera extrêmement diverse. Si en moyenne on assiste à une amélioration tendancielle (+ 46 % en moyenne sur les trois dernières années par rapport à un niveau très bas en 2010), il existe de fortes dispersions selon les produits et les régions dans lesquelles la récolte est très faible. La valeur de la production de légumes se redresse de 11 %. En dehors de la courgette, les légumes d'été reprennent des couleurs après la mauvaise année 2011 consécutive à la crise de la bactérie E. Coli. La concurrence des pays du sud de l'Europe est faible et la demande de légumes d'été à cuire est soutenue. Les prix des légumes d'hiver remontent après deux années de baisse.

Le surcoût des dépenses en énergie est atténué par le recul des achats d'engrais. Le revenu des exploitations maraîchères s'établirait à 30 500 euros par actif non salarié en moyenne sur la période 2010-2012. Les viticulteurs sont confrontés à une baisse historique des récoltes. La bonne tenue des exportations se confirme et les prix de tous les vins augmenteraient sur l'ensemble de la campagne. Les charges progressent peu. Néanmoins, le revenu des exploitations viticoles se dégraderait en 2012. La tendance de moyen terme reste toutefois très modérément haussière (+ 0,8 % par an en moyenne durant les cinq dernières années).

Recul des abattages, prix et coûts de production en hausse pour les élevages d'herbivores

Dans les élevages d'herbivores, tous les abattages d'animaux reculent par rapport à 2011, année durant laquelle ils ont été particulièrement importants. Les coûts de production enregistrent

Pour en savoir plus...

■ « L'agriculture en 2012 en France et en Europe », Insee première n° 1424, décembre 2012

■ Rapports présentés à la Commission des comptes de l'agriculture de la Nation du 12 décembre 2012

en ligne sur le site www.agreste.agriculture.gouv.fr

Résultat courant avant impôts par actif non salarié selon les catégories d'exploitations

	Valeurs annuelles moyennes en millier d'euros courants				Évolution des moyennes triennales ¹ en % annuel (valeur réelle) ²				Valeurs triennales moyennes en millier d'euros 2012		
	2009	2010	2011	2012	« 2012 »/« 2011 »	« 2012 »/« 2009 »	« 2012 »/« 2000 »	« 2012 »/« 1990 »	« 1990 » ¹	« 2000 » ¹	« 2012 » ¹
Ensemble des moyennes et grandes exploitations	14,2	30,9	34,6	36,5	+ 26,7	+ 11,1	+ 1,8	+ 2,1	21,8	27,8	34,5
Céréales, oléagineux, protéagineux	9,6	42,5	48,7	72,1	+ 60,2	+ 16,5	+ 5,2	+ 3,8	24,5	30,1	55,1
Cultures générales	21,2	59,2	60,6	79,8	+ 39,9	+ 16,6	+ 4,9	+ 3,5	31,7	38,2	67,5
Ensemble grandes cultures	13,2	47,6	52,2	74,4	+ 52,3	+ 16,4	+ 4,9	+ 3,6	27,1	33,1	58,9
Légumes et champignons	18,8	32,3	21,0	36,8	+ 23,3	+ 11,9	+ 1,0	+ 2,9	16,2	27,1	30,5
Fleurs et horticulture diverse	16,0	21,8	16,6	15,6	- 1,9	- 2,2	- 3,3	- 0,8	22,0	27,5	18,3
Ensemble maraîchage et horticulture	17,3	26,7	18,5	24,9	+ 10,7	+ 5,0	- 1,2	+ 1,0	19,2	27,3	23,7
Viticulture	26,1	38,6	46,5	22,8	- 3,8	+ 0,8	- 3,4	- 0,9	44,8	55,2	36,6
Arboriculture fruitière et autres cultures permanentes	6,8	17,1	24,3	29,9	+ 46,2	+ 8,1	+ 1,0	+ 0,3	22,8	21,3	24,1
Bovins lait	11,4	25,7	29,5	26,5	+ 21,3	+ 9,8	+ 1,8	+ 2,1	17,6	22,3	27,6
Bovins viande	11,9	15,7	16,7	15,4	+ 6,6	+ 2,2	- 2,3	+ 0,0	16,2	21,5	16,2
Bovins mixtes	10,9	23,3	27,2	24,8	+ 21,3	+ 9,4	+ 1,4	+ 2,7	14,2	21,6	25,5
Ovins et caprins	11,8	19,6	18,8	15,3	+ 6,0	+ 10,3	+ 1,4	+ 1,5	13,1	15,4	18,2
Porcins	19,5	36,0	35,2	46,7	+ 28,3	+ 42,7	+ 8,9	+ 1,7	27,4	14,2	39,8
Volailles	23,1	29,5	29,7	40,5	+ 19,3	+ 7,5	+ 3,2	+ 3,5	15,8	23,1	33,7
Ensemble élevages hors sol	19,7	30,9	30,6	38,8	+ 21,8	+ 14,8	+ 4,4	+ 2,5	19,6	20,2	33,9
Polyculture, polyélevage	10,8	30,5	35,2	40,8	+ 37,8	+ 16,4	+ 3,8	+ 3,4	17,2	22,9	36,1

1. Moyenne triennale affectée à l'année indiquée (« 2012 » : moyenne des résultats 2010, 2011, 2012 affectée à 2012). L'évolution « 2012 »/« 2011 » correspond à l'évolution entre les moyennes des années 2009 à 2011 (« 2011 ») et 2010 à 2012 (« 2012 »).

2. Déflétée par l'indice du prix du produit intérieur brut (PIB).

➤ une nouvelle hausse provoquée par celle des prix des aliments composés. Cette augmentation, moins vive qu'en 2011, résulte essentiellement de l'envolée des prix des tourteaux, la flambée des cours des céréales n'ayant un impact qu'en fin d'année. L'offre de gros bovins, tant française qu'européenne, est faible face au dynamisme de la demande des Pays Tiers, notamment de la Turquie. Les prix des bovins s'élèvent globalement de 15 %. Les prix des veaux continuent à progresser grâce à une offre maîtrisée et adaptée à la demande. Dans ce contexte, sur la dernière période triennale, le résultat courant avant impôts des éleveurs de bovins viande serait orienté à la hausse (+ 7 %) malgré la baisse estimée sur la seule année 2012 (voir encadré). Bien que la consommation de viande ovine diminue, les prix sont fermes (+ 5 %). Mais cette hausse ne suffit pas pour compenser celles des coûts de production et la baisse des volumes produits. Le revenu des éleveurs ovins s'inscrirait en recul en 2012 (15 300 euros). Quoique très faible, il demeurerait en hausse de 6 % sur la dernière période triennale, compte tenu du redressement intervenu en 2010. Seuls les prix du lait diminuent. Ils perdent 3 %, en lien avec la baisse des cours des produits laitiers industriels. La collecte laitière se stabilise mais les charges pèsent sur le revenu des éleveurs laitiers. Il reviendrait en 2012 à 26 500 euros, son niveau de 2010 en euros constants. Calculé en moyenne sur la dernière période triennale, il afficherait cependant une progression de 21 %.

Bonne année pour les élevages porcins, situations plus contrastées en aviculture

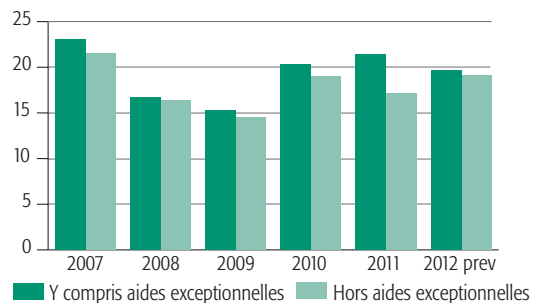
Sur la dernière période triennale, le résultat courant avant impôts de l'ensemble des producteurs hors sol progresserait de 22 %. Celui des exploitations porcines atteindrait 46 700 euros en 2012, confirmant la tendance haussière initiée en 2010. La hausse des charges est compensée par celle de la valeur de la production porcine. Cette dernière s'accroît nettement en 2012 uniquement du fait des prix. En effet, la demande intérieure et la limitation de l'offre tirent les cours du porc à la hausse. Mais les volumes produits baissent dans un contexte de plafonnement de l'offre européenne. Ce recul est aussi la conséquence du ralentissement ou de la cessation d'activité d'éleveurs de porcs suite à la directive de mise aux normes des bâtiments d'élevage de truies à échéance du 1^{er} janvier 2013. La situation des élevages avicoles est plus diversifiée. Le volume de la production de volailles est en léger recul et la modeste hausse des prix ne couvre pas celle des charges. Mais les producteurs d'œufs ne sont pas confrontés à cette situation. Après la réduction d'activité intervenue en 2011 et début 2012 avec la mise aux normes des cages de poules pondeuses, les mises en place de poulettes de ponte ont repris tout au long de l'année 2012. La production d'œufs est ainsi revenue fin 2012 à un niveau proche de celui de 2010 mais reste en recul par rapport 2011.

Les incidences des aides exceptionnelles sur les évolutions annuelles du revenu des élevages bovins et ovins

■ En 2011, pour compenser les effets de la sécheresse sur les coûts de production des élevages d'herbivores, des aides exceptionnelles ont été attribuées dans le cadre des procédures des calamités agricoles. Du point de vue comptable, ces aides ont été rattachées à l'année 2011 au titre de laquelle elles ont été versées, et quelle que soit la date de versement (qui a pu intervenir en 2012). Pour les élevages bovins à viande et ovins essentiellement, ces aides ont donc gonflé le revenu de 2011 et expliquent le recul enregistré en 2012 dans les élevages bovins malgré une conjoncture des prix plutôt favorable.

Incidence des aides exceptionnelles sur l'évolution du revenu en bovins viande (RCAI moyen par exploitation)

millier d'euros courants



Note de lecture : le revenu des éleveurs bovins viande y compris aides exceptionnelles était de 21 400 euros par exploitation en 2011 et de 19 700 euros en 2012, hors aides exceptionnelles il s'élèverait à 17 100 euros en 2011 et à 15 300 euros en 2012.

Source : SSP - Agreste - Rica et indicateurs de revenu par catégorie d'exploitations

Face à l'insuffisance marquée de l'offre, surtout en début d'année, les prix des œufs augmentent de 43 % en moyenne sur l'année. Toutes exploitations confondues, le résultat courant avant impôts des aviculteurs s'élèverait à 40 500 euros en 2012, son meilleur niveau depuis le début des années 2000.

**Éliane Le Rey,
Thierry de Corlieu**

SSP - Bureau des Statistiques
sur les Productions et les
Comptabilités Agricoles

Méthodologie

■ Les comptes par catégorie d'exploitations détaillent les résultats annuels des exploitations agricoles selon les principales orientations de production. Ils sont établis sur le champ des exploitations agricoles métropolitaines considérées comme moyennes et grandes sur la base de la valeur de leur production brute standard (PBS). On considère qu'une exploitation est moyenne ou grande si sa PBS dépasse 25 000 euros. La méthode de calcul des comptes par catégorie d'exploitations repose sur une exploitation des résultats du Réseau d'informa-

tion comptable agricole (Rica) qui constitue la référence pour les années passées. Ces résultats sont actualisés à l'année en cours en utilisant les mêmes indices conjoncturels que le compte national de l'agriculture. L'indicateur d'évolution du revenu retenu est le résultat courant avant impôts (RCAI) par actif non salarié, exprimé en termes réels.

■ Les résultats commentés dans ce document ont fait l'objet d'une présentation à la Commission des comptes de l'agriculture de la Nation le 12 décembre 2012.

Les résultats du Rica en 2011

Amélioration des résultats pour plus de la moitié des exploitations et accroissement de la dispersion des revenus

■ En 2011, le résultat courant avant impôts (RCAI) atteint 50 000 euros en moyenne par exploitation. Le RCAI évolue favorablement pour 56,4 % des exploitations. Dans la plupart des orientations, l'amélioration du RCAI concerne plus de la majorité des exploitations, la proportion dépasse 60 % en « bovins lait » et en « polyculture polyélevage », la situation est moins favorable en « maraîchage » (40,9 %), en « fleurs et horticulture diverses » (32,6 %) et en « porcins » (43,1 %). L'année 2011 est marquée par la forte augmentation des charges courantes, en particulier celles en engrais, en alimentation animale et en énergie. Dans ce contexte, pour 16 % des exploitations, le produit courant pourtant en hausse n'a pas suffi à compenser la progression des charges courantes.

■ Le nombre des exploitations avec un RCAI négatif a continué à diminuer : 8,6 % après 9,1 % en 2010 et 22,2 % en 2009, année à la conjoncture particulièrement déprimée. La proportion des exploitations déficitaires dépasse cependant 20 % au sein des orientations « maraîchage », « fleurs et horticulture diverses » et « fruits et autres cultures permanentes ». La distribution des exploitations selon le revenu (RCAI par unité

de travail non salarié) se déplace vers un niveau légèrement plus élevé qu'en 2010 : la part des revenus inférieurs à 10 000 euros diminue (20,4 % contre 22,2 %), tandis qu'augmente celle des revenus supérieurs à 50 000 euros (22,1 % après 18,7 %). En « bovins viande », la proportion des revenus inférieurs à 10 000 euros reste importante (35 %). Pour la moitié des exploitations de l'orientation « cultures générales », le revenu est supérieur à 50 000 euros.

■ La dispersion des revenus continue à s'accroître. En 2011, l'intervalle interquartile (étendue des revenus obtenue après élimination des 25 % des revenus les plus faibles et des 25 % des revenus les plus élevés) s'élève à 33 000 euros contre 30 200 euros en 2010, et atteint le niveau le plus élevé observé depuis l'année 2000. À l'exception de l'année 2009 singulière avec une contraction inhabituelle des résultats, on observe depuis l'année 2007, une plus forte dispersion des revenus. Sur la période 2007 à 2011, l'intervalle interquartile des revenus est en moyenne de 29 300 euros contre 23 800 euros sur la période des sept années précédentes.

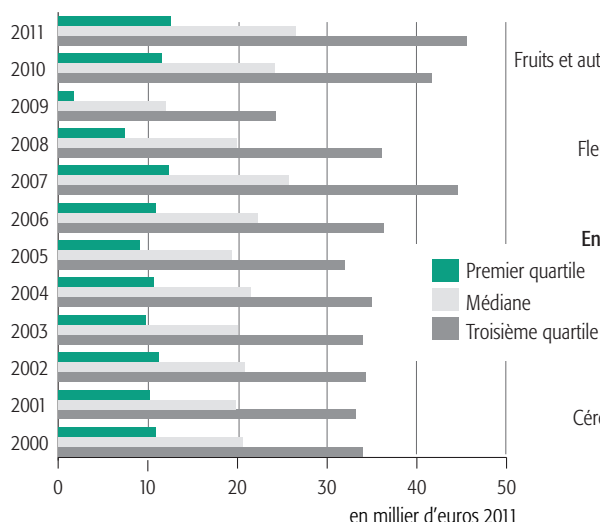
Indicateurs de dispersion du revenu des exploitations agricoles (%)

Année	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Part des exploitations avec un RCAI en progression	45,1	54,1	44,7	55,2	42,6	58,7	60,8	36,0	31,8	78,4	56,4
Part des exploitations avec un RCAI par Utans supérieur à 50 000 euros	11,2	11,1	11,6	11,8	9,7	13,4	20,6	15,3	6,9	18,7	22,1
Part des exploitations avec un RCAI négatif	8,9	8,2	9,2	8,4	11,3	8,7	9,0	14,1	22,2	9,1	8,6
Marge RCAI/Produits courants ¹	20,7	21,1	20,5	21,1	19,2	21,4	24,2	18,7	11,5	21,9	22,1

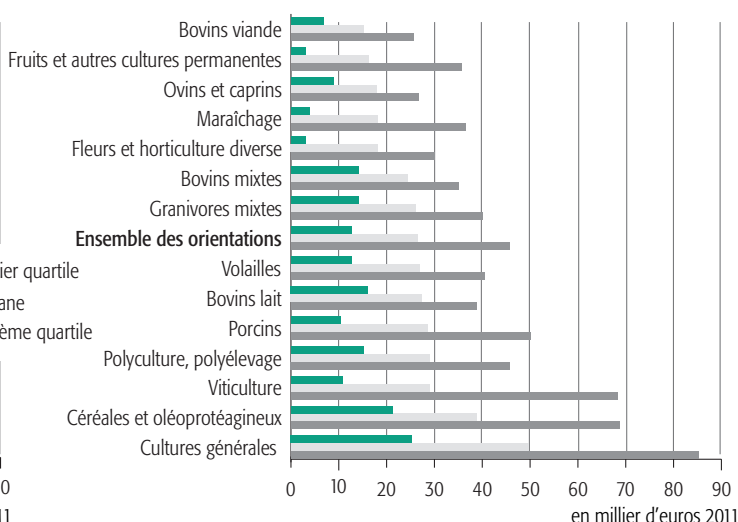
1. Produits courants : somme de la production de l'exercice (nette des achats d'animaux), des subventions, et de divers produits non exceptionnels (dont indemnités d'assurance et produits financiers).

Source : SSP - Agreste - Rica et indicateurs de revenu par catégorie d'exploitations

Disparité du résultat courant avant impôts par Utans depuis 2000



Disparité du résultat courant avant impôts par Utans en 2011 selon l'orientation



Note de lecture : en 2011 et sur l'ensemble des orientations, 25 % des exploitations obtiennent un revenu inférieur à 12 600 euros (1^{er} quartile), la moitié en dessous de 26 500 euros (médiane) et 75 % moins de 45 600 euros (3^e quartile).

Source : SSP - Agreste - Rica et indicateurs de revenu par catégorie d'exploitations